

ENQUÊTE CNPS : LA DIRECTION RESTE SOURDE !

Le CNPS révèle la réalité terrain que la direction refuse de voir

L'enquête CNPS est le seul outil qui reflète fidèlement le ressenti des salariés sur leurs conditions de travail, le stress et les difficultés quotidiennes. Elle identifie clairement les problèmes avec des indicateurs reconnus (rapport Gollac). À l'inverse, VOICE UP n'est qu'un outil de communication qui mesure l'adhésion au discours de l'entreprise, mais occulte volontairement les sujets qui dérangent : risques psychosociaux, stress, souffrance au travail, réorganisations destructrices.

La direction reste dans le déni et refuse de traiter les vraies causes

CHARGE DE TRAVAIL : LIGNE ROUGE FRANCHIE

Le CNPS a recommandé une étude paritaire sur la charge de travail (prescrite, réelle, ressentie). Refus de la direction ! La CGT FAPT a posé les bonnes questions :

- « Qu'avez-vous à craindre d'une évaluation partagée ? »
- « Quand allez-vous stopper cette fuite en avant et partager des bilans sérieux ? »

La réalité que tout le monde connaît :

- ⇒ Surcharge chronique
- ⇒ Manque de moyens humains croissant
- ⇒ Intensification accrue par la digitalisation et l'IA
- ⇒ Objectifs inatteignables et déconnectés de la réalité

Les salariés n'attendent pas de nouveaux guides ou webinaires, mais DES EMBAUCHES et des OBJECTIFS RÉALISABLES !

RÉORGANISATIONS : "SECOUER LE COCOTIER"

Trop de projets, trop vite, sans bilan ni capitalisation. Que propose la direction ? **Un nouveau guide !**

Pendant ce temps :

- ⇒ Restructurations permanentes des départements et services
- ⇒ Recomposition des métiers
- ⇒ Changements de logiciels incessants
- ⇒ Mobilités imposées

RÉSULTAT : Les salariés sont perdus, déboussolés, obligés de fournir des efforts énormes tous les 2 ans pour retrouver leurs repères. Ces conditions créent souffrance, angoisse, anxiété et mènent au burnout.

FORMATION : DES MOTS, PAS DE RÉALITÉ

Sur le terrain, trop de salariés n'ont pas accès à des formations adaptées depuis plus de 3 ans. Les formations sont souvent imposées en distanciel, sans tenir compte des besoins pédagogiques.

« Comment allez-vous garantir un accès réel à la formation en présentiel quand c'est nécessaire ? »

SANTÉ AU TRAVAIL : DES ACTIONS PÉRIPHÉRIQUES

- ⇒ Les projets sur les addictions, la santé mentale ou le bruit sont utiles, mais ce sont des pansements sur une jambe de bois.
- ⇒ Le vrai problème : intensification du travail, perte de sens, pression commerciale, précarisation des collectifs.

« Quelles mesures concrètes pour réduire la pression et redonner du sens au travail ? »

DROM : DES TERRITOIRES OUBLIÉS

Dans les DROM, les conditions sont encore plus dégradées :

- Isolement géographique, coût de la vie, inégalités salariales
- Effectifs sous-dimensionnés, polyvalence accrue
- Locaux vétustes, problèmes climatiques
- Impact décuplé des réorganisations

« Quels plans d'action spécifiques ? Avec quels moyens ? Sous quel calendrier ? »

DÉMOCRATIE SOCIALE : LES IRP EXCLUES !

La direction refuse d'intégrer les représentants du personnel dans les Groupes Pluridisciplinaires de Prévention (GPP).

Comment peut-elle prétendre renforcer la prévention des RPS en excluant les salariés et leurs représentants ?

La direction empile :

- ⇒ Des guides méthodologiques
- ⇒ Des ateliers managériaux
- ⇒ L'outil Orange SAFETY (2026)
- ⇒ Des groupes de réflexion sur l'IA
- ⇒ De nouvelles études à réaliser

MAIS REFUSE de s'attaquer aux racines du mal-être !

La CGT FAPT exige **des mesures fortes, concrètes et structurelles :**

- ⇒ **Des embauches** pour renforcer les collectifs épuisés
- ⇒ **Un arrêt des réorganisations** permanentes
- ⇒ **Une charge de travail régulée** avec étude paritaire
- ⇒ **Un accès garanti à la formation** en présentiel
- ⇒ **Des moyens renforcés pour les DROM**
- ⇒ **Une vraie place pour les IRP** dans la prévention
- ⇒ **Des bilans documentés** des réorganisations passées

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS NE SONT PAS DES OPTIONS.

La CGT FAPT appelle les salariés à débattre sur le contexte social de l'entreprise et à agir pour exiger l'ouverture de négociation pour répondre aux revendications de manière concrète, pour remettre l'humain au cœur des choix de l'entreprise, pour remettre le service public au cœur de la stratégie de l'entreprise.

Ensemble, sur nos lieux de travail, organisons-nous et mobilisons-nous pour construire le rapport de force indispensable

